

57th
Colloque
ASRDLF



Territoire(s) et numérique

innovations, mutations et décision

1^{er}, 2 et 3 Septembre 2021, Avignon (France)

Proposition de session spéciale

Le financement de l'action publique locale

Avignon, 1^{er}, 2 et 3 septembre 2021

Organisateurs

Marie BREUILLE,

INRAE

E-mail : marie.breuille@inrae.fr

Guilhem BOULAY,

Avignon Université, UMR 7300 ESPACE, Avignon, France

E-mail : guilhem.boulay@univ-avignon.fr

Mathieu LEPRINCE,

E-mail : matthieuleprince10@yahoo.fr

Françoise NAVARRE,

Université Paris-Est Créteil, Paris, France

E-mail : navarre@u-pec.fr

Mots clés (4 max) : fiscalité, coûts, services publics locaux, collectivités territoriales

Courte description de la session spéciale proposée (450 mots max + bibliographie indicative)

Cette session spéciale est organisée par le réseau Finances Locales (FiL) dont l'objectif est de soutenir la recherche pluridisciplinaire en finances locales, notamment en initiant de nouveaux projets de recherche dans le cadre d'appels à manifestation d'intérêt, et en favorisant la collaboration avec les acteurs et les chercheurs.

La session vise à réunir des communications portant sur le financement de l'action publique locale, lequel a subi d'importantes transformations en une dizaine d'années : suppression de la taxe professionnelle, contraction des dotations de l'Etat, et plus récemment, suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales... Ces transformations font émerger de nouveaux enjeux liés au financement des services publics locaux, tout particulièrement dans le contexte de crise sanitaire et économique actuelle, qui peuvent se décliner autour des trois axes thématiques suivants :

57th
Colloque
ASRDLF



Association
de Science Régionale
de Langue Française

Territoire(s) et numérique

innovations, mutations et décision

1^{er}, 2 et 3 Septembre 2021, Avignon (France)

1/ Quels usages de la fiscalité locale ?

Les réformes initiées conduisent-elles à des changements de vocation de la fiscalité locale ? Modifient-elles la répartition des charges fiscales entre payeurs initiaux et finaux, ou entre secteurs d'activité ? Les géographies des produits et des inégalités fiscales entre collectivités sont-elles transformées ?

Dans un contexte de raréfaction des ressources et de mutations, quels sont les « déterminants » des choix fiscaux effectués par les décideurs locaux ? Les évolutions intervenues ou à venir affectent-elles l'acceptabilité de l'impôt par les contribuables ?

2/ Quels coûts et quels financements de l'action publique locale ?

Face à une fiscalité locale moins génératrice de ressources, certaines collectivités pourraient se tourner vers un recours plus intense à la tarification. A l'inverse, d'autres collectivités semblent s'orienter vers la gratuité d'une partie de leurs services, supposant un appel plus appuyé à leurs contribuables... Quelles sont finalement les tendances à l'oeuvre et quels débats suscitent-elles ? Comment s'opèrent les arbitrages locaux entre les différentes options ?

Conjointement, que sait-on des coûts des services publics locaux et de leurs évolutions ? La notion de coût global sert-elle de repère au sein des collectivités ?

3/ Quels renouvellements de la fiscalité et des ressources locales ?

La fiscalité environnementale fait-elle réellement son chemin dans les collectivités ? Y a-t-il un « verdissement » effectif des ressources locales et avec quels effets sur les comportements des agents économiques ? Quelle conciliation entre impératifs de lutte contre le changement climatique et considérations relatives à la justice des prélèvements ?

Par ailleurs, dans quelle mesure les outils numériques peuvent-ils contribuer à améliorer la connaissance de la matière fiscale, son actualisation, la gestion de l'impôt ? L'abondance des données concernant les usages des services publics peut-elle servir à esquisser de nouvelles formes de taxation ou de financement ?